



Editorial

Votre journal le «Messenger» sort son premier numéro. Il sera l'organe de liaison et d'information de l'ensemble des mouvements sociaux du Mali, d'Afrique et du monde.

Pourquoi un journal ?

Parce que notre époque est marquée par le triomphe du capital financier et mondialisé, laquelle se traduit par l'intrusion de la logique commerciale à tous les stades de production et de circulation de biens culturels. Les conséquences qui en résultent s'avèrent désastreuses pour tous les pays du monde. C'est l'époque du néolibéralisme, le règne des oligarques, des pétroliers, des industries de l'armement. Le sociologue français Pierre Bourdieu a dit que le «néolibéralisme est une arme de conquête. Il annonce un fatalisme économique contre lequel toute résistance paraît vaine. Le néolibéralisme est pareil au sida : Il détruit le système immunitaire de ses victimes»

Où que l'on regarde, l'inégalité et l'injustice sont criardes. Selon un rapport sur *la situation sociale dans le monde en 2005*, publié par l'ONU, les 500 personnes les plus riches du monde avaient un revenu cumulé plus important que celui des 416 millions les plus pauvres. Ainsi, plus d'un milliard de personnes n'ont pas accès à une eau salubre et 2,6 milliards n'ont pas accès à des installations sanitaires. La pénurie, au centre d'une crise mondiale de l'eau pose avant tout la question d'une juste répartition des biens naturels et fondamentaux pour l'existence humaine.

D'autant plus que les valeurs patrimoniales détenues par les 15 personnes les plus riches de la terre sont supérieures au Produit Intérieur Brut (P.I.B) de tous les Etats au sud du Sahara, excepté l'Afrique du Sud. Les ventes de chacune des 100 sociétés transnationales privées les plus puissantes du monde dépassent la totalité des exportations de l'ensemble des 120 pays les plus pauvres. Et la situation ne fait que s'empirer !

C'est dans ce contexte que la Coalition des Alternatives Africaines Dette et Développement, à l'instar de plusieurs composantes du mouvement social malien, africain et mondial se mobilise depuis plusieurs années contre cette situation inique. Son combat est d'identifier les forces qui interviennent dans ce processus de mondialisation néolibérale, d'analyser leurs structures, leurs visées historiques, leurs stratégies et tactiques, d'échanger les expériences de lutte au plan national et international de les capitaliser afin d'ouvrir de meilleures perspectives pour l'ensemble des peuples du monde.

Dans ce n° 1, il sera question de notre agenda, des combats qui ont mobilisé notre Coalition comme par exemple la semaine d'éducation populaire, l'accessibilité financière à l'eau et à l'électricité pour l'immense majorité des citoyens, le refus de la signature des accords de partenariat économique entre l'Union Européenne et les pays ACP, ou encore la tenue du 06 au 09 Juillet prochain de la 7^{ème} édition du Forum des Peuples à Koulikoro en contre point du Sommet du G8 prévu à Hokkaido au Japon.

Votre contribution est vivement souhaitée..

Bonne lecture !

La rédaction

AUDIT CITOYEN DE LA DETTE

La CAD-Mali sur les traces des contrats de prêts et leurs destinations réelles P 4

Campagne pour l'accessibilité de tous à l'eau et à l'électricité P 2-3



La journée de mobilisation internationale du 26 Janvier 2008



CAMPAGNE CONTRE LES APE La CAD-Mali dit NON aux APE P 5

Campagne pour l'accessibilité de tous à l'eau et à l'électricité : La CAD-Mali dit oui à un Partenariat Public-Public

Raymond Yoro Bi Ta

Après deux d'étude sur l'accès à l'eau et à l'électricité, la coalition des Alternatives Africaines Dettes et développement Mali (CAD-Mali) a rendu public les résultats.

Les conditions d'accès aux services sociaux de base (santé, éducation, eau et électricité) sont très difficiles en Afrique en général et au Mali en particulier. C'est ainsi que la CAD-Mali s'est intéressée aux conditions dégradantes d'accès à l'eau potable et à l'électricité en milieu rural et urbain au Mali avec l'appui financier de Oxfam/belgique.

En effet, le gouvernement du Mali a privatisé les services des entreprises publiques. Les sociétés de distribution d'eau et d'électricité sont gérées par les entreprises privées. Ceci entraînera la hausse des services à l'accès à l'eau et à l'électricité au Mali sans aucune amélioration de conditions d'accès.

Le samedi 23 Février 2008, les responsables de la CAD-Mali ont appelé la population à un rassemblement à la Bourse du travail de Bamako. Par ce rassemblement, ils voulaient informer la population des conséquences désastreuses du désengagement de l'Etat aux services sociaux de base.

En présence des autorités administratives et politiques, la Présidente de la CAD-Mali, Mme Barry Aminata Touré a appelé les maliennes et maliens à une mobilisation contre les politiques de privatisation parce qu'elles entraînent une dépendance. Elle a également remis une déclaration au



La CAD -Mali demande la renationalisation des services de l'Eau et de l'Electricité.

représentant du Ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau Le Jeudi 28 Février 2008, les responsables de la CAD-Mali ont échangé avec les élus à la Maison du Partenariat. Ces échanges ont été marqués par un discours introductif de Mme Barry Aminata et d'une conférence animée par Monsieur Sékou Diarra sur le thème : Partenariat Public-Public et Public-privé. C'est le partenariat Public-public que le conférencier a proposé aux élus. Pour monsieur Sékou Diarra, le service de l'eau et d'électricité doit être sous le contrôle de l'Etat. Il a également appelé les élus à soutenir la lutte de la CAD-Mali. RYT

La privatisation de l'EDM : encore un exemple d'échec des PAS

Alexandra Zech

De 1960 à 1980, l'Etat malien est le principal acteur dans tous les domaines de l'activité économique, notamment dans le processus de distribution des services liés à l'eau et à l'électricité, ce qui favorise l'accès des populations aux services grâce à une politique de prix en accord avec les revenus.

Dans les années 80, la mise en place des Programmes d'ajustement structurel (PAS) imposé par le Fonds Monétaire International (FMI) en partenariat avec la Banque Mondiale oblige l'Etat à se désengager des secteurs de l'économie pour limiter les coûts budgétaires. Or, le retrait de l'Etat dans certains domaines de services publics et leur transfert dans le secteur privé entraîne en général la limitation du taux de couverture du service et la modification des

tarifs. C'est notamment le cas de l'EDM.

En raison de difficultés financières et techniques, l'EDM est privatisée en novembre 2000 et bradée à 13 milliards FCFA (les concessions des pays voisins sont évaluées à 200 milliards). L'EDM devient EDM-SA dont 60% appartient à la société privée SAUR International et 40% appartient à l'état.

En 2005, l'Etat rompt son contrat car la société privée n'a pas respecté ses engagements (développement des réseaux de distribution et baisse tarifaire). Aujourd'hui, l'état est l'actionnaire principal de l'EDM (il détient 66% du capital) mais continue de subventionner la société de distribution d'eau et d'électricité privatisée pour compensation tarifaire (après avoir donné plus de 17 milliards de FCFA entre 2001 et 2003). AZ

Campagne pour l'accessibilité de tous à l'eau et à l'électricité :

La privatisation de l'EDM : Une paupérisation plus grande des couches vulnérables

Alexandra Zech

En 2006, la CAD-Mali a réalisé deux études sur la privatisation et sur l'hydraulique villageoise. Celles-ci ont été complétées par deux enquêtes réalisées en 2007 sur les prix de l'eau et de l'électricité et sur les sources de pollution du fleuve Niger à Bamako et Koulikoro. Malgré une amélioration sensible de la desserte des abonnés grâce à des renforcements et extensions de réseaux suite à la privatisation, le taux de couverture est toujours insuffisant. Il s'avère en effet que les investissements prévus n'ont été effectués qu'à moitié. Il existe toujours de fortes disparités d'accès entre les différents quartiers de la capitale.

Les couches à revenus faibles n'ont pratiquement pas profité de ces améliorations. Celles qui ont bénéficié des extensions des réseaux de distributions ont également apprécié l'augmentation des tarifs d'eau et d'électricité. De plus, le coût élevé des branchements en électricité et en eau (respectivement 85 000 FCFA et 100 000 FCFA) est un facteur discriminatoire qui contraint ces populations à effectuer des branchements hors normes mettant en péril leur sécurité. Ces services demeurent un des grands postes de dépenses des couches à revenu faible. Conséquence directe : leur pouvoir d'achat a considérablement réduit.

L'étude sur les sources de pollution des rives droite et gauche du fleuve Niger à Bamako et Koulikoro quant à elle révèle des résultats accablants. Ce grand Fleuve d'Afrique riche par sa biodiversité et ses ressources naturelles, est déjà menacé par la diminution des précipitations depuis le début des années 1970. Il est maintenant mis en danger par les fortes pressions humaines dont il est victime. Le Niger subit trois types de pollution majeure : domestique (pollution produite par les ménages), agricole (utilisation de pesticide et insecticides) artisanale et industrielle (teinture, savonnerie, restauration, construction et industries de transformation, hôtellerie, abattoirs).

Selon l'Indépendant, du 04 octobre 2006, chaque jour, Bamako génère 74 874 m³ de déchets solides et liquides tandis que la quantité des eaux usées générées par les teinturiers est de 1000 m³ par jour.

La biodiversité du fleuve tout comme la santé des populations environnantes est sérieusement menacé.

C'est donc sur ces résultats que la CAD-Mali a décidé de lancer une campagne d'accès de tous à l'eau et l'électricité. Les finalités du projet sont de

- Réduire les coûts de l'eau et de l'électricité
- Faire arrêter les subventions publiques à la société privée SAUR International

- Favoriser la protection des eaux du fleuve Niger

Pour mener à bien son projet, la CAD- Mali a organisé différents événements autour des enjeux et des défis de la nationalisation de l'eau et de l'électricité à Bamako. La CAD-Mali a sillonné les quartiers et les villages pour sensibiliser les populations autour d'animations populaires et d'ateliers d'échange en milieu urbain et rural mais a également exercé un fort plaidoyer/lobbying auprès des services techniques du Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau ainsi qu'auprès du Ministère de l'environnement et de l'assainissement. **AZ**

Quelques activités

Deux semaines d'éducation populaire pour la sauvegarde des biens publics

La CAD-Mali a organisé deux semaines d'éducation populaire en décembre 2006 et 2007 à Bamako. Ces deux manifestations, bien relayées par les médias, ont chacune été chaleureusement accueillies par plus de 500 participants. A travers des séminaires de formation, des conférences-débats et des animations populaires, ces événements ont pu attirer l'attention des décideurs sur les méfaits des politiques néolibérales et affirmer la volonté de la société civile de sauvegarder les biens publics et améliorer les services sociaux de base. L'édition de 2007 a mis en valeur l'intérêt porté pour le thème de l'eau. Elle s'est achevée avec une grande satisfaction des participants, sensibilisés à la protection de cette ressource contre sa marchandisation.

Marche de protestation contre les effets des privatisations

En février 2007, une marche populaire contre les privatisations avait bénéficié d'un grand succès. Les participants venus de Bamako, Kati, Koulikoro, Baguinéda et Nonsombougou étaient plus d'un millier à brandir des pancartes et banderoles réclamant plus de justice sociale. A la destination de la marche, les participants avaient remis une déclaration au secrétaire général du Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau.

Cette année, les autorités compétentes ont refusé de donner l'autorisation de la marche. Celle-ci fut remplacée par un meeting, le 23 février 2008, au cours duquel une nouvelle déclaration fut remise au secrétaire général du Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau.

La CAD-Mali sur les traces des contrats de prêts et leurs destinations réelles

Alexandra Zech

La CAD-Mali est l'héritière de la campagne Jubilé 2000 lancée en 1998 pour réclamer l'annulation totale et inconditionnelle de la dette des pays dits en voie de développement.

Depuis lors, en dépit d'immenses efforts déployés par les mouvements sociaux d'Afrique, d'Europe, d'Amérique et d'Asie sur la thématique de la dette, les institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale, OMC) ne répondent que par des effets d'annonce d'annulation de dette. Les différentes initiatives mettant en œuvre des allègements (initiative Pays Pauvres Très Endettés [PPTE] et Initiative d'Allègement des Dettes Multilatérales [IADM]) ne sont qu'un

moyen pour pérenniser le système de l'endettement et pour renforcer les programmes d'ajustement structurel aux conséquences socio économiques dramatiques.

Depuis 2007, la CAD-Mali s'est engagée dans un processus d'« audit citoyen » de la dette du Mali dont un des objectifs principaux, en plus de servir d'exemple aux autres pays, est de parvenir à l'annulation de la dette en 2010. En partenariat avec les autorités étatiques, l'audit citoyen a pour objectif d'analyser l'endettement et ses conséquences sur le développement économique et social du Mali. La CAD, par l'intermédiaire de ses consultants, procèdera à l'analyse des contrats de prêts et de la destination réelle des emprunts par rapport aux



La CAD éditera bientôt son manuel sur la dette

besoins de développement. Enfin, l'analyse du service de la dette (remboursement du prêt et les intérêts payés chaque année) mettra en évidence l'impact de la dette sur les services sociaux de base. **AZ**

Journées d'information et de sensibilisation des femmes et jeunes

Drissa Traoré

Dans le cadre de sa campagne d'éducation Populaire, la CAD-Mali a organisé, les 30 et 31 octobre 2007., deux conférences débats : L'une à l'intention des jeunes à la Maison des Jeunes (quartier du fleuve) et l'autre à l'intention des femmes des six communes de Bamako au Centre Aoua KEITA.

Ont pris part à ces rencontres plus de 400 participants: les chefs de quartiers, les élus municipaux, les associations et organisations des femmes et des jeunes, organisations de la société civile et les enseignants. Les conférences étaient animées par Mme BARRY Aminata Touré, Présidente de la CAD-Mali et Moctar COULIBALY, Président de l'AMADIP (l'Association Malienne pour le Développement Intégré et Participatif).

La CAD-Mali pour accroître sa capacité de mobilisation en faveur de l'annulation totale et inconditionnelle de la dette afin de libérer le développement, a entrepris les journées de sensibilisation des autres cou-

ches sociales vulnérables sur l'éducation et l'emploi.

Les cérémonies d'ouverture ont été marquées par la prestation de la troupe théâtrale «Djiguiya» qui a parlé de la vie d'un chef de famille victime du Programme d'Ajustement Structurel (PAS).

S'agissant de la crise de la Dette des années 1980, BARRY Aminata TOURE a déclaré qu'elle était due à la baisse du prix des produits d'exportations : coton, sucre, arachide, cacao, pétrole, minerais ; car le marché était saturé et les valeurs ont baissé de 50%. La hausse du taux d'intérêt des prêts provoqué unilatéralement par le gouvernement américain a rendu impossible le remboursement des dettes des pays pauvres.

Selon la conférencière, ces prêts accordés par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International représentent «l'exemple d'une femme qui emprunte un boubou à 7 500 Fcfa pour trois mois. Mais à cause de ces problèmes de trésorerie, elle n'arrive pas à payer en trois mois. Le propriétaire du tissu accorde douze mois

avec un taux d'intérêt qu'il fixe. Enfin de compte la femme a remboursé le boubou quatre fois plus cher et se trouve endettée plus de six fois à la fin de douze mois». C'est pourquoi à partir de 1998 fut lancée à Birmingham (Royaume Uni) la Campagne internationale de Jubilé 2000 pour l'annulation de la Dette des pays du Tiers Monde a-t-elle souligné.

Concernant la situation de la Dette au Mali et ses impacts sur l'éducation et l'emploi, elle a soutenu que le remboursement de la dette et la mise en place des Programmes d'Ajustement Structurels (PAS) ont entraîné une austérité budgétaire qui a empêché les Etats pauvres de consacrer les moyens suffisants pour les dépenses sociales telles que : la santé, l'éducation, les salaires etc....

Les conséquences sont entre autres: Insuffisance d'infrastructures sociales, licenciements dans les entreprises publiques, privatisations, dégradation du système de santé et d'éducation. **D**

La CAD-Mali dit non aux APE

Drissa Traoré

Les Accords de Partenariat Economique (APE) sont définis dans l'Accord de Cotonou comme le principal instrument de coopération économique et commerciale. La base fondamentale des APE est l'établissement d'une zone de libre-échange, qui supprime progressivement l'essentiel des droits de douane entre les parties, ainsi que toutes les mesures non tarifaires.

En 2000, l'UE a décidé de revoir sa politique de coopération avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (zone ACP) et de négocier des accords de libre échange dont l'entrée en vigueur était prévue pour le 1er janvier 2008. Cependant, les impacts potentiels attendus de tels accords s'annoncent dramatiques pour les pays ACP dont fait partie le Mali, en considérant la situation de précarité et de faiblesse dans laquelle se trouvent actuellement les marchés et l'économie de ces pays. Ceux-ci sont encore fragiles et par conséquent n'ont pas à présent réuni les conditions pour faire face à une telle concurrence. De surcroît, l'intégration sous régionale à peine amorcée, est encore loin d'être intégralement réalisée.

Face à cette situation d'inégalité dans les rapports de forces entre l'UE et les Etats ACP, face à l'imminence désirée par l'UE pour la mise en application des APE, plusieurs acteurs de la société civile Africaine et Européenne se mobilisent au niveau national et international à travers le Réseau Nord /Sud Cotonou autour de la campagne intitulée «les APE, l'OMC en pire ». Depuis trois (3) ans la CAD-Mali, contribue à cette campagne.

La campagne lancée au Mali, les 12 et 13 octobre 2006, à l'intention des Organisations de la Société Civile (OSC) maliennes et françaises avait comme objectif d'informer et de sensibiliser les différents acteurs de la société civile sur le contenu et les enjeux des APE.

Au moment où l'Union Européenne presse les Etats ACP à signer les APE, après la déroute du Sommet de Lisbonne tenu du 08 au 09 décembre 2007, on constate que le chantage économique financier de Bruxelles a amené certains Etats (La



La jeunesse malienne s'engage à dire "Non aux APE"

République de Côte Ivoire, le Ghana, Botswana, Lesotho, Swaziland, Mozambique, le Kenya, Tanzanie, Ouganda, Rwanda et Burundi) à signer des Accords intérimaires. Après l'échec de la tentative de Décembre 2007 pour la signature, une échéance de 18 mois a été fixée par l'Union Européenne. Au risque de voir, à brève échéance, d'autres pays rejoindre le camp des signataires d'accords intermédiaires, une intensification de la campagne s'avère nécessaire.

Dans cette perspective, la CAD- Mali, souhaite se procurer des outils de plaidoyer en vue de poursuivre le combat contre la signature des APE dans leur forme actuelle. A ce titre, elle entreprend la réalisation d'une étude d'impacts des APE sur les services sociaux de base (santé, éducation, alimentation) au mois de mars 2008 à Bamako. Cette étude s'inscrit dans le cadre de son Projet «**Campagne contre les APE février – Mai 2008** » financé par Oxfam Novib. DT

Mobilisation sportive contre les Accords de Partenariat Economique

Pendant les vacances scolaires 2006- 2007, la CAD-Mali a organisé une compétition de football à l'intention des jeunes du District de Bamako dénommée «< Vacances foot >>. Cette édition a regroupé vingt équipes de football venues des six communes du District.

Elle visait à informer et sensibiliser les populations en général et les jeunes en particulier, sur les conséquences que pourrait engendrer la signature des APE dans leur forme actuelle. Les risques liés à sa signature n'épargneront pas la jeunesse avec l'accroissement du taux de chômage, les privatisations, les déstabilisations de notre agriculture. Des centaines de jeunes ont été sensibilisés pendant trois semaines. Notons également que de nombreuses personnes assistant les matchs ont eux aussi bénéficié de la campagne de sensibilisation.

Les jeunes se sont épanouis et surtout beaucoup de personnes ont fait la connaissance de la CAD Mali et n'ont pas caché leur désir d'y adhérer pour l'instauration d'une justice sociale et équitable.

Au cours cette compétition, plusieurs centaines de personnes ont été signées.

Nouhoum Konaté

La journée de mobilisation internationale du 26 Janvier 2008

Drissa Traoré

Pour pallier à l'absence du Forum Social Mondial cette année, les mouvements sociaux du monde entier ont décidé d'organiser une journée d'action internationale le 26 janvier 2008 en contre sommet du forum économique mondial qui a tenu sa 3ème édition cette année, du 23 au 27 janvier 2008 à Davos en Suisse.

Le Forum Social Mondial est un espace de rencontre d'approfondissement de la réflexion, de débats démocratiques d'idées, de libre échange des expériences, d'articulations entre tous les mouvements sociaux du monde et de propositions d'alternatives.

Selon Temo TAMBOURA, Chargé de Politique et de Plaidoyer de la CAD-Mali, la première édition de cet espace a eu lieu à Porto Allègre au Brésil en janvier 2001. Rappelons que la CAD-Mali a également fait partie des organisateurs. Etant donné la réussite de cet évènement, il a ensuite été reconduit en 2002, 2003 et 2005 à Porto Allègre. En 2004, il s'est déroulé en Inde et en 2006, sous forme de Forum polycentrique à Bamako (Mali), à Caracas (Venezuela) et à Karachi (Pakistan). En 2007, il s'est déroulé à Nairobi au Kenya.

Au Mali, les organisations de la société civile dont la CAD-Mali, CSTM (Confédération Syndicale des Travailleurs du Mali), CNPANE, (Comité National de Pilotage des Acteurs Non Etatiques) CNSC (Conseil National de la Société Civile), avec le soutien du CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde), ont organisé, une conférence populaire qui a réuni plus de 300 participants à la Maison des Jeunes de Bamako sous les Cocotiers, le samedi 26 janvier 2008.

Trois (3) thèmes ont été débattus : «Dette et APE», «APE et travail décent», et «APE et souveraineté alimentaire».

Selon Temo TAMBOURA, ces trois thèmes sont liés voire même indissociables. «Ils nous interpellent en ce jour mémorable du 26 janvier. Il est indéniable que la dette et les APE dans leur forme actuelle, constituent des instruments de domination et d'exploitation des Pays en voie de développement par le Nord». De même que la souveraineté alimentaire : un concept de protection et de sauvegarde de notre agriculture, de notre alimentation et nos pratiques alimentaires, a-t-il lancé avant de mettre l'accent sur la démarche de la CAD-Mali qui est d'informer et de sensibiliser les populations afin d'amener les décideurs à changer de politiques.

«Il s'agit d'une relation de cause à effet ; cette relation est à l'image de la poule et du poussin qui, même s'ils ne sont pas identiques du fait de leur taille et de leur âge, ils sont similaires, se ressemblent en gènes et sont typiquement identiques du point de vue de leur constitution biologique», a rappelé Moctar COULIBALY Président de l'Association Malienne pour le Développement Intégré et Participatif (AMADIP), membre de la CAD-Mali, établissant ainsi le lien entre dette et APE. Voilà l'image qu'il faut se faire aujourd'hui de la dette et de l'APE imposé par l'UE aux ACP, poursuivra-t-il.



Le 26 Janvier 2008, la CAD-Mali a célébré l'évènement

En établissant le lien entre les APE et le travail, Mr Almoubachar de la CSTM (Confédération Syndicale des Travailleurs du Mali) n'a pas manqué de constater que l'éventuelle signature des APE aura un impact négatif sur le travail car nos entreprises ne sont pas compétitives sur le marché extérieur et elles seront obligées de fermer. «Si nous acceptons de signer les APE dans leur forme actuelle, 66 entreprises sur 100 vont fermer et ce sont des milliers de travailleurs qui seront jetés dans la rue», a-t-il estimé.

S'agissant du troisième thème "APE et souveraineté alimentaire", Mr Temo TAMBOURA, précisa que la souveraineté alimentaire est le droit d'un peuple de décider du type d'agriculture de son choix, de produire, de décider d'envoyer sa production sur le marché international suivant les règles du commerce international. C'est à ce niveau qu'on peut faire la liaison entre l'APE et la Souveraineté Alimentaire. En effet, c'est à travers les échanges commerciaux que s'infiltrent les OGM (semences, conserves, pâtes alimentaires, etc...) et toutes formes de pratiques pouvant affecter et compromettre notre régime alimentaire, nos variétés locales et nos espèces traditionnelles végétales et animales, a-t-il déploré.

Des slogans fustigeant les politiques néolibérales ont été scandés par des activistes: L'impérialisme et le néo-libéralisme : on en a marre !

Non aux APE oui au commerce équitable ; L'agro-business, on n'en veut pas !

Les privatisations : stoppons l'hémorragie !; Oui au droit des peuples à disposer d'eux mêmes !; Hypocrisie du G8 : ça suffit !; Une autre Afrique est possible!; Un autre monde est possible !; Changeons de regards sur les migrants !; Debout contre la pauvreté !

Cette manifestation grandeur nature a pris fin par la projection du film «Un autre monde est possible» de Keny Arkana. **DT**

ALY SOW, Directeur des Programmes de l'AMASBIF : **Que «Le Messenger» soit le porte-parole des plus démunis**

L'Association Malienne pour la Sauvegarde du Bien être Familial est membre de la CAD-Mali. Née en 1996 pour remédier à l'appauvrissement des ménages, au nombre de filles-mères abandonnées et à la sous-scolarisation des enfants, l'AMASBIF entend contri-

buer au bien être social au Mali. Pour le numéro spécial de lancement de «LE MESSAGER», notre rédaction a rencontré son Directeur des Programmes, Monsieur Aly SOW. Nous vous proposons l'entretien.

Le Messger : Pouvez-vous présenter votre association ?

Aly SOW : L'Association Malienne pour la Sauvegarde du Bien Etre Familial (AMASBIF) est créée suivant le récépissé N°0533/MATS-DNAT du 12 juillet 1996, puis reconnu comme Organisation Non Gouvernementale (ONG) suivant l'Accord -Cadre N° 764/MAT du 12 août 1996.

AMASBIF a pour vision une société plus égalitaire et équitable favorisant le droit des femmes et de l'enfant dans un environnement sain. Notre domaine d'intervention : éducation, santé, droit et citoyenneté, etc. AMASBIF est présente dans le district de Bamako, dans les régions de Koulikoro, Tombouctou, Sikasso et Gao.

LM : Donnez nous les principaux objectifs de votre Association ?

A S : l'AMASBIF est une organisation qui lutte pour l'amélioration des conditions des couches les plus marginalisées, pauvres et vulnérables, singulièrement les femmes et les enfants

LM : Citez nous quelques réalisations de l'AMASBIF depuis sa création.

A S : Au cours de ces dernières années, AMASBIF a réalisé beaucoup de projets programmes dans les domaines variés parmi lesquels : dans le domaine de l'hydraulique et l'assainissement : la réalisation des points d'eau potable (25 bornes fontaines), appui à la création et au renforcement des structures d'assainissement (GIE, Comité de gestion, brigade d'hygiène); Dans le domaine de la santé : érection de poste de santé en centre de santé communautaire (Commune de Sangarébougou), dotation en équipement, matériels et médicaments essentiels des Centres de santé com-



Monsieur Aly SOW, Directeur des Programme de l'AMASBIF

munautaire (Korofina Sud et Commune rurale de Sangarébougou), Dans le domaine de l'éducation : par-rainage des enfants en situation difficile ; création des jardins d'enfants

LM : L'AMASBIF contribue au bien être familial, quelles sont les approches alternatives qu'elle propose aux politiques néo-libérales actuelles ?

A S : Pour la mise en œuvre de ses actions, AMASBIF amène les groupes cibles (la population) à réfléchir sur leur propre situation, à identifier leurs pro-

blèmes et à dégager des voies et moyens pour une amélioration de leur condition de vie.

Pour ce faire l'AMASBIF met l'accent sur la participation et l'implication de la population et des autorités (administratives et coutumières) à toutes les actions entreprises, depuis l'initiative jusqu'à l'évaluation en vue de favoriser l'appropriation et la prise en charge effective des actions.

L'information, la formation et la sensibilisation des populations et des autorités pour une meilleure prise en compte des problèmes de la population dans les politiques et actions de développement de leur localité.

La collaboration avec toute autre structure organisation (nationale ou internationale) pour la réalisation des objectifs. Le plaidoyer pour une meilleure visibilité des domaines d'intervention

LM : La CAD-Mali vient de relancer «le Messenger», quelles sont vos impressions et vos attentes dans cette nouvelle mission ?

A S : Que «Le Messenger» soit le porte-parole des plus démunis pour l'accès aux services sociaux de base.

Raymond Yoro Bi Ta

Le Contre sommet du G8 :

Koulikoro accueille l'événement

Chaque année, lors du G8, les chefs d'Etats et de gouvernements des pays riches discutent des questions engageant la vie de la planète toute entière.

En contrepoint à cet évènement, depuis 2001, la CAD-Mali organise le Forum des peuples où la société civile africaine, européenne et d'ailleurs se réunit pour faire entendre leurs voix et nourrir des alternatives à la mondialisation néolibérale.

Après Siby 1&2, Kita, Fana, Gao et Sikasso, cet espace populaire d'échanges, d'information et d'élaboration d'actions communes, se tiendra à Koulikoro du **06 au 09 juillet 2008**.



Pour cet évènement, venez tous nombreux pour construire un monde juste et solidaire !!

Présentation de la CAD

La Coalition des Alternatives Africaines Dette et Développement (CAD-Mali) est un mouvement populaire de droit malien de défense des droits des peuples, de résistance au système néo-libéral et de propositions alternatives. Elle regroupe plus de 66 organisations composées d'associations, de syndicats, d'ONG, d'opérateurs économiques, de confessions religieuses et de personnes engagées pour la cause des peuples.

La CAD-Mali est née de la Coalition Nationale Jubilé 2000 Mali (CNM Jubilé 2000) créée dans le cadre de la Campagne Internationale Jubilé 2000 pour l'annulation totale et inconditionnelle de la dette du Tiers Monde.

Elle est présente à l'intérieur du Mali à travers ses antennes régionales implantées dans les huit régions du Mali.

Elle est initiatrice du "Forum des peuples au Mali" en contrepoint au Sommet du G8 et est partie prenante du Forum Social Africain et du Forum Social Mondial.

Activités de la CAD

Au Plan national

- Réalisation d'un Audit Citoyen de la dette publique extérieure du Mali
- Campagne pour l'accessibilité financière de tous à l'eau et à l'électricité
- Campagne contre la forme actuelle des Accords de Partenariat Économique (APE), UE / ACP
- Suivi du budget santé au niveau local et national dans la mise en oeuvre du CSCRP 2008
- Analyse budgétaire sensible au genre

Mopti (Antenne Régionale)

- Programme d'étude et de sensibilisation sur les conflits fonciers et la souveraineté alimentaire.

Sikasso (Antenne Régionale)

- Programme d'étude et de sensibilisation sur l'endettement paysan

Koulikoro (Antenne Régionale)

- Programme d'étude et de sensibilisation pour la préservation de la qualité des eaux du fleuve Niger

L'or du Mali

Henry Deleye

Depuis maintenant un mois, la CAD-Mali est entrée dans une nouvelle dynamique d'éducation populaire : un cycle de projections publiques gratuit a été organisé dans quatre communes de Bamako sur le thème de l'or du Mali. Le principal film projeté, « le prix de l'or » de Camille de Vitry, est un film qui dénonce les conditions de travail des mineurs de Sadiola. Ce sujet brûlant donne l'occasion de mener un débat autour de l'exploitation des richesses du pays au détriment des peuples, avec la participation de mineurs grévistes de Morila pour agrémenter les discussions et élargir la vision des participants.

Ce cycle de projection est également l'occasion pour la CAD-Mali d'aller à la rencontre de nouveaux partenaires. De nombreuses personnes, jeunes, chef de quartier, habitants de quartier défavorisés, tout simplement, ont manifesté leur désir de s'organiser pour « agir » et pallier à la déficience de l'Etat. Forte de son expérience, la CAD-Mali conseille ces personnes et associations dans leur structuration et les invite à rejoindre la CAD-Mali dans sa lutte contre l'injustice sociale et économique.

Fort de ce succès, cette dernière compte maintenant investir les centres culturels, les universités et écoles afin de porter à la connaissance du plus grand nombre, l'information nécessaire à la compréhension des normes et systèmes qui régissent l'ordre mondial actuel. **HD**

Le Messenger

Le Trimestriel d'information de la CAD/Mali

Siège social

Djélibougou, Rue 251/ porte 370 / BPE : 1539 Bamako
Tel : (223) 224 01 34 / E-mail : jubilecad-mali@cefib.org

Directeur de Publication

Mme Barry Aminata Touré
Tél : (223) 672 05 25

Rédacteur en Chef

Yoro Bi Ta Raymond

Comité de rédaction

Drissa Taroré, Nouhoum Konaté, Nouhoum Kéïta, Témo Tamboura, Alexandre Martinez, Henry Deleye, Alexandra Zech, Yoro Bi Ta Raymond